



COMMUNIQUE DE PRESSE COMMUN

CGT-RATP, UNSA-RATP, SAT-RATP, SOLIDAIRES-RATP et SUD-RATP

Alors qu'à l'instar de l'Hôpital et de l'ensemble des services publics du pays, les transports publics, et notamment la RATP, ont relevé le défi sanitaire du premier semestre 2020 et s'appêtent à affronter la deuxième vague qui nous touche, la volonté du Gouvernement de poursuivre et d'amplifier sa politique de démantèlement de l'EPIC RATP, est une véritable provocation à l'encontre de ceux qui depuis le début de la crise sont en première ligne.

En prétendant publier dès le mois de novembre ses décrets portant sur le « transfert du personnel RATP » vers des entreprises de droit privé et un « Cadre Social Territorialisé » (CST) applicable aux 18 000 agents du réseau de surface dans un premier temps, puis à court terme pour l'ensemble des autres catégories de l'entreprise, le projet du Gouvernement porte en lui des reculs sociaux de plusieurs décennies en terme de conditions travail, de rémunération, de congés annuels, de repos, d'augmentation du temps de travail, de liquidation à terme du Statut du personnel RATP, etc.

Face à une telle attaque, nos organisations syndicales réaffirment leur opposition totale à la mise en œuvre du projet de démantèlement de l'EPIC RATP et aux décrets portant sur le « transfert du personnel RATP » et le « Cadre social territorialisé » (CST), qui se trouvent être loin d'un cadre dit de « Haut niveau » !

Face à la volonté de l'Etat et des opérateurs, y compris la RATP, de revoir à la baisse toutes les conditions actuelles qui nous sont appliquées, il est important de construire un rapport de force afin de contrarier cette funeste ambition.

En conséquence, nos organisations appellent, dans un premier temps, l'ensemble des agents, à une grève massive jeudi 19 novembre, pour 24 heures.